

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERROGLOBE MANGANESE FRANCE

Route de l'Ecluse de Mardyck
Port 3242 - BP 60181
59760 Grande-Synthe

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\FERROGLOBE
MANGANESE FRANCE(ex Glencore manganese)_Grande_Synthe_070.00720\2_Inspections\2025 04
02 AIR - dépassement Mn
Code AIOT : 0007000720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement FERROGLOBE MANGANESE FRANCE implanté ROUTE DE L'ECLUSE DE MARDYCK PORT 3242 59760 GRANDE-SYNTHÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite :

- à l'inspection du 20 juin 2023 ayant donné lieu à mise en demeure le 17 novembre 2023 pour non-respect du programme d'autosurveillance ;
- aux inspections des 19 juin et 04 juillet 2024 ayant permis de constater le non-respect de la mise en demeure ;
- aux contrôles inopinés des émissions atmosphériques mandatés par la DREAL ayant eu lieu du 21

au 25 mai 2024 et du 23 au 25 juillet 2024. Ces contrôles ayant mis en évidence des émissions en manganèse supérieures au double des valeurs limites d'émissions prescrites.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROGLOBE MANGANESE FRANCE
- ROUTE DE L'ECLUSE DE MARDYCK PORT 3242 59760 GRANDE-SYNTHÉ
- Code AIOT : 0007000720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ferroglobe Manganèse France exploite sur le territoire de la commune de GRANDE-SYNTHÉ, une usine de fabrication de ferromanganèse depuis 2000. L'usine est implantée sur un terrain d'environ 12 ha, situé entre le bassin de Mardyck à l'Ouest et le site sidérurgique ARCELOR à l'Est. Les matières premières (principalement manganèse, charbon, coke, minerai de fer et dolomie) sont acheminées par bateaux, puis camions avant d'être stockées sur le site Ferroglobe Manganèse France au niveau du « parc matières ». L'unité de sintérisation permet de préparer la charge du four à partir des matières premières. Le manganèse, le minerai de fer et la dolomie sont agglomérés par combustion du charbon pour former des «boulettes» qui seront introduites dans le four électrique. L'installation dispose d'une ligne Très Haute Tension de 200 000 volts. Le four électrique de 45 MW, alimenté en boulettes d'agglomérés et en coke, permet d'obtenir du ferromanganèse par réduction de la charge (capacités nominales: 400 t/j de FeMn et 340 t/j de laitier). Les gaz issus du four transitent dans un dispositif de lavage des gaz puis sont brûlés au niveau d'une torchère étant donné leur concentration élevée en monoxyde de carbone. Après réduction, le contenu du four est coulé dans des rigoles au niveau de la halle de versée. Le métal (ferromanganèse) est séparé du laitier (gangue de minerai) par gravité. Le ferromanganèse produit est concassé et criblé avant d'être commercialisé (principale destination: la sidérurgie, pour la fabrication d'acier).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme d'auto-surveillance	AP Complémentaire du 08/09/2003, article 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Valeurs limites d'émissions	AP Complémentaire du 08/09/2003, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Surveillance de la qualité de l'air et des retombées	AP Complémentaire du 08/09/2003, article 18.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Surveillance de l'environnement	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise en demeure: auto-surveillance	AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1	Sans objet
3	Transmission des bilans d'auto-surveillance	AP Complémentaire du 08/09/2003, article 11.1	Sans objet
4	Mise en demeure: bilan mensuel d'auto-surveillance	AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1	Sans objet
7	Réseau de surveillance de la qualité de l'air	AP Complémentaire du 08/09/2003, article 18.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déployé des moyens techniques organisationnels et financiers dans le but de rétablir une auto-surveillance respectant les périodicités imposées et présentant un haut niveau de précision et de fiabilité. Lors de l'inspection, l'auto-surveillance n'avait pas encore atteint le niveau prescrit par arrêté préfectoral, cependant l'exploitant a présenté des justificatifs (commandes, bons de livraisons, relances fournisseurs et prestataires) montrant sa volonté d'accélérer le processus de mise en conformité qui devrait être achevé très prochainement.

Les contrôles des rejets atmosphériques du site, notamment ceux mandatés par la DREAL montrent un dépassement des valeurs limites d'émissions en manganèse. Ces dépassements semblent être liés à un sous dimensionnement des systèmes de traitement par rapport au débit à traiter lorsque l'installation fonctionne à régime maximal. Les premiers essais montrent une très nette diminution des émissions lorsque le débit traité respecte les spécifications du système de traitement.

Il est attendu que l'exploitant se positionne sur la pérennité du respect des valeurs limites d'émissions compte tenu de son mode de fonctionnement et des travaux éventuels à réaliser pour adapter les moyens de traitement des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme d'auto-surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2003, article 8.1					
Thème(s) : Risques chroniques, AIR					
Prescription contrôlée :					
(version créé par article 5.5 de l'APC du 19/02/2019.)					
L'exploitant met en place un programme d'auto-surveillance des rejets canalisés dans les conditions et selon la périodicité définies au tableau ci-après :					
Composés	Cheminée cuisson	Cheminée refroidissement	Cheminée four	Cheminée coulée	Cheminée air ambiant
Débit	Permanente (1)	Permanente (1)	Permanente (1)	Permanente (1)	Permanente (1)
Poussières	Permanente (2)	Permanente (2)	Permanente (3)	Permanente (2)	Permanente (2)
CO	Permanente	Permanente	-	-	-
Mercure Hg	Permanente	trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Métaux (groupe I à IV)	Journalière (3)	Journalière (3)	Trimestrielle	Trimestrielle	Annuelle
Chrome VI	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
SO2 et NOx	Trimestrielle	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle

SO2 et NOx	Trimestrielle	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle
COV non méthaniques	Trimestrielle	Trimestrielle	Annuelle	-	-
Benzo-a- pyrène	Annuelle	Annuelle	Annuelle	-	-
Cyanures totaux	Semestrielle	Annuelle	Semestrielle	Semestrielle	
Dioxines et furanes	Trimestrielle	Annuelle	Annuelle	-	-

(1) En alternative à une mesure effectuée selon la méthode normalisée (FDX 10 112), une estimation permanente basée sur le point de fonctionnement des ventilateurs concernés à partir de leur courbe de puissance pourra être employée, à la condition que l'exploitant en démontre la corrélation satisfaisante à partir d'un nombre suffisant de mesures débitmétriques d'étalonnage réalisées dans des conditions normalisées.

(2) La méthode de référence est la mesure gravimétrique normalisée (NFX 44 052). Une méthode par opacimétrie pourra être alternativement employée si l'exploitant démontre la corrélation satisfaisante avec la méthode gravimétrique, à partir d'un nombre suffisant de mesures gravimétriques d'étalonnage.

(3) La mesure journalière est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu. En alternative à cette mesure journalière, une estimation basée sur le suivi d'un paramètre représentatif du polluant (ou par tout autre méthode équivalente) pourra être employée, à la condition que l'exploitant en démontre la corrélation satisfaisante à partir d'un nombre suffisant de mesures d'étalonnage réalisées dans des conditions normalisées. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage seront réalisées mensuellement par un organisme extérieur compétent.

Constats :

La conformité du programme d'auto-surveillance ayant été constatée lors de l'inspection du 19 juin 2024 pour les contrôles à fréquence trimestrielle et supérieur, l'inspection d'avril 2025 s'est concentrée sur le respect de l'auto-surveillance permanente et journalière.

Il a été constaté lors de l'inspection que les valeurs de débit et de poussières étaient mesurées en permanence sur les cheminées cuisson sinter; refroidissement sinter ; air ambiant sinter et coulée. Le paramètre CO est mesuré en continu sur les cheminées cuisson et refroidissement sinter.

Le paramètre mercure est mesuré en permanence sur la cheminée cuisson sinter.

L'ensemble des paramètres à surveillance permanente est mesuré en cheminée (à l'exception de la cheminée four), reporté en temps réel en salle de contrôle puis enregistré et mis en forme pour suivi analyse et transmission par le service QHSEE.

Concernant la cheminée four il a été constaté que le matériel était prêt à être installé (emplacement sur la cheminée prêt à recevoir l'équipement de mesure, câblages électrique et données réalisés). L'installation physique du matériel est prévue pour le 03 avril 2025.

La mise en service effective est prévue début mai.

La calibration (module CAL 2) a été commandée en octobre 2024 mais n'a pas été réalisée, il existe donc une incertitude sur les valeurs mesurées au niveau des cheminées équipées même si celles-ci paraissent cohérentes par comparaison avec les contrôles réalisés par des laboratoires accrédités.

concernant les mesures journalières pour les métaux émis par les cheminées cuisson sinter et refroidissement sinter :

l'exploitant a établi des corrélations entre les différents paramètres à partir des 20 dernières analyses réalisés par des laboratoire extérieurs.

La formule utilisée par l'exploitant a été appliquée aux valeurs mesurées lors du contrôle inopiné du juillet 2024 (ces données ne font pas partie de celles utilisées pour établir la corrélation).

La formule de corrélation entre les poussières et le manganèse donne une valeur calculée de 4,52 mg/Nm³ de manganèse pour une concentration de poussières mesurée de 12,4 mg/Nm³. Lors de ce contrôle, la valeur réelle de concentration en manganèse (mesurée par une méthode normalisée) était de 3,595 mg/Nm³.

Cette valeur est modérément majorante.

Cette méthode d'estimation est potentiellement adaptée pour l'auto-surveillance du site.

Cependant cette corrélation est valable en se basant sur les valeurs de concentration en poussières mesurées par une méthode gravimétrique normalisée. La démonstration de la corrélation entre la mesure optique et la mesure gravimétrique pour les poussières reste à démontrer.

Non conformité initiale : La mesure en continu du débit et des poussières sur le conduit four n'est pas installée.

Le 10 avril 2025 l'exploitant a transmis des photographies sur lesquelles on peut constater que le matériel de mesure de la cheminée four a été installé. La non-conformité initiale est levée.

Remarque 1 : Le processus de calibration des instruments de mesures doit être mené à son terme afin d'améliorer la précision des résultats et quantifier l'incertitude.

Remarque 2 : L'adéquation de la méthode de corrélation des métaux en remplacement de la mesure journalière, doit être confirmée en utilisant comme base la mesure en continu des poussières et en réalisant des mesures gravimétriques comparatives a minima mensuelles des métaux soumis à surveillance journalière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : L'exploitant transmettra dès réception les justificatifs d'installation du matériel de mesure du débit et des poussières de la cheminée four.

Demande 2 : L'exploitant transmettra sous 3 mois la confirmation de la réalisation de la calibration de l'ensemble du matériel de mesure et dès réception les rapports CAL 2.

Demande 3 : L'exploitant joindra chaque mois au rapport d'auto-surveillance l'évaluation et les éventuelles corrections apportées au calcul des émissions de métaux par corrélation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mise en demeure: auto-surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 - La société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE exploitant une installation de production de ferro-manganèse sise 3242 route de l'Écluse de Mardyck - 59760 GRANDE-SYNTHÉ, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.1 et 11.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2003 susvisé en :</p> <p>Mettant en place sous 3 mois les moyens techniques, organisationnels et financiers nécessaires au respect du programme d'auto-surveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les moyens techniques : lors de l'inspection il a été constaté que le matériel nécessaire au respect du programme d'auto-surveillance (appareils de mesures, et point de prélèvement) était installé et fonctionnel, à l'exception du matériel nécessaire à la mesure du débit et des poussières sur la cheminée four dont l'installation a été constatée sur photographie le 10 avril 2025.</p> <p>Concernant les moyens financiers, l'ensemble du matériel a été acheté, l'ensemble des commandes de services (analyses et calibration) ont été passée.</p> <p>Concernant les moyens organisationnels : Les tâches sont réparties entre les différentes équipes du site :</p> <p>QSHEE : collecte des données, mise en forme et analyse. Les logiciels nécessaires au traitement des données brutes sont prêts et fonctionnels.</p> <p>Service maintenance : Installation du matériel, suivi des opérations de calibration.</p> <p>Service achat passation des commandes.</p> <p>Il subsiste des non-conformités au programme d'auto-surveillance prévu à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2003. Cependant l'exploitant semble avoir mis en place les moyens techniques, financiers et organisationnels nécessaires pour réaliser à l'avenir le programme d'auto-surveillance dans son intégralité.</p> <p>Les opérations de calibration et de vérification de la corrélation entre les mesures de poussières et la concentration en métaux, permettront de s'assurer de la suffisance des moyens mis en œuvres.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de suspendre la proposition d'astreinte journalière proposée à l'issue de l'inspections des 19 juin et 04 juillet 2024.</p> <p>Ce point de la mise en demeure du 13 novembre 2023 sera considéré comme respecté si les documents attendus au point de contrôle précédent confirment la bonne réalisation du programme d'auto-surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission des bilans d'auto-surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2003, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Prescription contrôlée : 11.1 - Un bilan mensuel, comprenant l'état récapitulatif journalier des résultats des contrôles visés aux articles 8 et 10 pour le mois N. est adressé à l'inspecteur des installations classées avant la fin du mois N +1, accompagné de tous commentaires utiles à leur appréciation, en particulier sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ce bilan comprend également : - pour chacun des polluants suivants : poussières, plomb, cadmium, le calcul des quantités émises par l'établissement pour le mois écoulé (mois N) et en cumul sur l'année (mois 1 à N). un décompte (sur le mois écoulé et en cumul sur l'année) des durées des périodes visées aux paragraphes 7.1.2 à 7.1.4.
Constats : L'exploitant a transmis le 13 septembre 2024 et le 03 décembre 2024 les bilans d'auto-surveillance concernant l'année 2024. Les bilans étaient transmis sans respecter les délais de transmissions (avant fin du mois N+1). Et certaines informations étaient manquantes : pour chacun des polluants suivants : poussières, plomb, cadmium, le calcul des quantités émises par l'établissement pour le mois écoulé (mois N) et en cumul sur l'année (mois 1 à N). Cependant l'auto-surveillance était basée sur des analyses réalisées par des laboratoires extérieurs, les rapports d'analyses étant souvent transmis hors délais (notamment pour les prélèvements réalisés en fin de mois). Il a été constaté lors de l'inspection que l'exploitant dispose désormais des données nécessaires pour établir les bilans d'auto-surveillance complet dans les délais. Remarque : concernant le décompte des durées des périodes visées aux paragraphes 7.1.2 à 7.1.4. jusqu'à preuve du respect des VLE pour des puissances inférieures à la puissance considérée (7 MW), il est attendu que ce décompte des durées prenne en compte l'ensemble des durées pendant lequel le four est en fonctionnement et non simplement les durées lorsque sa puissance est supérieure à 7 MW.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en demeure: bilan mensuel d'auto-surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Article 1 - La société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE exploitant une installation de

<p>production de ferro-manganèse sise 3242 route de l'Écluse de Mardyck - 59760 GRANDE-SYNTHE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.1 et 11.1 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2003 susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> En respectant la périodicité du programme d'auto-surveillance et de transmission des bilans mensuels récapitulatifs pour une période de 12 mois à l'issue du délai de mise en place des moyens techniques organisationnels et financiers.
<p>Constats :</p> <p>Pour le respect de ce point de la mise en demeure il est considéré que la mise en place des moyens techniques organisationnels et financiers est effective à compter du 03/04/2025 (date d'installation du matériel de mesure sur la cheminée four).</p> <p>La mise en demeure sera considérée comme respectée si la périodicité du programme d'auto-surveillance et de transmission des bilans mensuels récapitulatifs est respectée sur les 12 mois suivants à savoir a minima jusqu'au 03/04/2026.</p> <p>Remarque: le retard de calibration de certains matériels ne remet pas en cause le respect de la périodicité de l'auto-surveillance et n'empêche pas la bonne transmission des bilans mensuels.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites d'émissions

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2003, article 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, AIR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Version créée par APC du 19/03/2019.</p> <p>Les gaz issus des cheminées visées à l'article 5 ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes : Pour la cheminée refroidissement sinter : concentration en manganèse : 4,5 mg / Nm³ flux de manganèse : 750 g/h</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est l'un des principaux émetteurs national de manganèse dans l'air. Pour 2024 les émissions se sont élevées à plus de 3,4 tonnes de manganèse soit plus de 12% des émissions déclarées au niveau national.</p> <p>Le présent point de contrôle ne traite que des émissions de manganèse de l'installation refroidissement Sinter (représentant plus des 2/3 des émissions canalisées de manganèse du site), pour laquelle des dépassements importants et récurrents de valeurs limites d'émissions en manganèse ont été constatés.</p> <p>En 2024 deux contrôles inopinés ont été réalisés sur les émissions atmosphériques du site par un laboratoire indépendant agréé mandaté par la DREAL.</p> <p>Le rapport du 16 juillet 2024 transmis le 29 août 2024 relatif au contrôle inopiné ayant eu lieu du 21 au 25 mai 2024, montre pour l'installation refroidissement Sinter un dépassement du débit nominal d'émissions 206228 Nm³/h au lieu de 167400 Nm³/h. Une concentration de manganèse de 9,159 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émissions à 4,5 mg/Nm³ et un flux de manganèse émis</p>

à l'atmosphère de 1843 g/h pour une valeur limite d'émissions autorisées à 750 g/h.

Le rapport du 14 octobre 2024 relatif au contrôle inopiné ayant eu lieu du 23 au 25 juillet 2024, montre pour l'installation refroidissement Sinter un dépassement du débit nominal d'émissions 291 684 Nm³/h au lieu de 167 400 Nm³/h. Une concentration de manganèse de 3,552 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émissions à 4,5 mg/Nm³ (pas de dépassement en concentration) et un flux de manganèse émis à l'atmosphère de 1036g/h pour une valeur limite d'émissions autorisées à 750g/h.

L'auto-surveillance 2024 réalisée mensuellement par un laboratoire extérieur mandaté par l'exploitant montre également des dépassement en juin et juillet 2024 avec des flux d'émission de 832g/h et 783g/h .

L'auto-surveillance 2025 réalisée quotidiennement par l'exploitant par une méthode de corrélation basée sur les émissions de poussières montre également des dépassements quasi quotidiens pour l'ensemble du mois de mars 2025 et une émission de manganèse proche de 700 kg pour ce seul mois.

Lors de l'inspection l'exploitant indique que ces dépassements des valeurs limites d'émissions en manganèse pourraient être dus à une vitesse de passage des gaz trop rapide dans le système de dépoussiérage (type multi-cyclone).

Au cours de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à réduire la vitesse des gaz afin de vérifier cette hypothèse et d'informer l'inspection des installations classées de l'impact sur les émissions sous quelques jours.

Le 10 avril 2025 l'exploitant indique par courriel " Le débit du refroidissement sinter a été réduit le 8 avril, comme nous nous y étions engagé. " les valeurs d'auto-surveillance pour la journée du 9 avril montrent pour ce jour un respect du débit nominal d'émission et un léger dépassement de la concentration en métaux du groupe 4 (groupe du manganèse) de 8.5%. Le flux en masse est quant à lui inférieur à la limite réglementaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant justifie que la régulation du débit est suffisante pour assurer le respect des valeurs limites d'émissions tout en respectant la vitesse minimale d'éjection. Dans le cas contraire un plan d'action doit être présenté afin de garantir la mise en œuvre rapide des mesures nécessaire pour assurer de façon pérenne le respect des valeurs limites d'émissions notamment en manganèse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance de la qualité de l'air et des retombées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2003, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées sur les paramètres suivants :

- poussières,

<p>- métaux lourds.</p> <p>Dans les deux mois suivant la notification du présent arrêté, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (notamment les fréquences d'échantillonnage, d'analyses et de mesures) sont soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un état récapitulatif mensuel des résultats doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées. Il doit être accompagné en tant que de besoin de commentaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 9 avril 2025 l'exploitant a transmis les rapports de mesure des retombées de poussières prélevées par jauge Owen sur le site.</p> <p>Ces mesures ne sont pas adaptées à l'objectif de connaître l'impact des activités du site sur la qualité de l'air et l'impact des retombées.</p> <p>Remarque : un programme de surveillance des retombées atmosphériques comporte notamment l'objectif de la surveillance environnementale, la liste des documents d'appui (réglementation, carte...), le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et le contexte local, la description du site avec la localisation des zones d'émission, le choix des polluants suivis, le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse notamment au regard des voies de transfert de ces polluants, le choix des périodes de mesures ou de prélèvements, la durée des périodes et leur fréquence, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous trois mois, un programme détaillé de la surveillance de la qualité de l'air et des retombées pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances et des préconisations du guide de l'INERIS sur la surveillance dans l'air autour des installations classées (Ineris-201065-2172207-v1.0 Deuxième édition - Décembre 2021).</p> <p>Ce programme précisera en particulier le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (notamment les fréquences d'échantillonnage, d'analyses et de mesures).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Réseau de surveillance de la qualité de l'air

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2003, article 18.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En substitution aux mesures prévues ci-dessus, l'exploitant peut participer à un réseau de</p>

<p>mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures des polluants concernés si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant collabore avec l'organisme ATMO pour l'édition de carte de qualités de l'air cependant cet organisme ne suis pas spécifiquement les retombées de métaux du site. Un approfondissement du partenariat est nécessaire pour que celui-ci soit considéré comme une modalité de suivi de la qualité de l'air et des retombées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance de l'environnement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'environnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air et des retombées prescrite à l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2003, des mesures dans l'environnement seront effectuées durant la phase de démarrage suivant le prochain arrêt annuel du four, en plus des mesures réalisées en période de fonctionnement normal, pour évaluer l'impact des effets du fonctionnement du four en dehors des conditions normales sur la qualité de l'air et des retombées.</p> <p>Cette surveillance sera réalisée conformément au guide de l'Ineris relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées.</p> <p>Les résultats de cette surveillance et leur interprétation selon le guide précité sont transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de mesures dans l'environnement durant la phase de démarrage du four conformes au guide de l'Ineris relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>